



ARTICLE RÉDIGÉ PAR LE PDG

**L'Europe n'est pas morte !
Un avenir fort avec CCC.**

L'Europe n'est pas morte !

Un avenir fort avec CCC.

Creating, Caring, Connecting (Créer, Considérer, Connecter) – ce triptyque doit guider la politique européenne. L'Europe a le potentiel de devenir le continent le plus durable du monde en trois domaines d'action. Un objectif ambitieux qui pourrait sauver l'idée européenne.

Par Oliver Hermes

Oliver Hermes est président du conseil d'administration et PDG du groupe Wilo, président du comité de la Wilo-Foundation, membre du comité de la fondation « Stiftung Familienunternehmen », membre du comité du prix allemand du développement durable « Deutscher Nachhaltigkeitspreis » (DNP), membre du comité directeur de l'association du Proche-Orient et du Moyen-Orient « Nah- und Mittelost-Verein e.V. » (NUMOV) et membre du conseil d'administration de l'association économique germano-africaine (Afrika-Verein) ainsi que de l'initiative économique germano-saharienne « Sahara-Afrika Initiative » (SAFRI). Il est essayiste et publie ses articles dans des médias indépendants. L'auteur exprime sa propre opinion.

Je n'exagère pas en disant que l'idée européenne n'a jamais été aussi menacée qu'aujourd'hui. « notre Europe, aujourd'hui, est mortelle. Elle peut mourir. Elle peut mourir, et cela dépend uniquement de nos choix », a récemment déclaré le président français Emmanuel Macron dans un discours très remarqué prononcé à la Sorbonne à Paris.

« Notre Europe peut mourir » ; un constat juste, bien qu'inquiétant. Un constat qui signifie en revanche aussi que notre Europe n'est pas encore morte. Elle ne se trouve pas seulement à un moment de bascule, comme l'explique Macron. Elle a actuellement une opportunité historique de fixer un nouveau cap. Les élections européennes de début juin ne sont pas seulement décisives, elles sont probablement les élections européennes les plus importantes de l'Histoire.

La Commission européenne se sent-elle également portée par cette atmosphère de renouveau dans son travail politique à Bruxelles ? Probablement pas, puisqu'elle fonctionne sans répit en mode de crise. L'Union européenne doit réagir simultanément à plusieurs défis très complexes et à leurs conséquences de grande ampleur. Le changement climatique, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, le conflit au Proche-Orient : il y en a trop pour les énumérer tous.

C'est certainement là que réside un problème central : l'Europe réagit. C'est toutefois insuffisant pour développer une « Europe puissance », comme le demande Macron. L'UE doit enfin devenir proactive et anticiper les événements. Elle doit lancer des réformes qui n'ont que trop tardé. Et pour cela, elle doit développer une ambition européenne globale

et visionnaire pour 2050, à laquelle toutes les autres stratégies et politiques sont subordonnées.

C'est le seul moyen pour que l'UE parvienne à sortir d'une longue période en mode réactif et à suivre sur le long terme les évolutions du Sud mondial.

Elle augmente ainsi son attractivité tant pour ses citoyennes et citoyens que pour les investissements directs étrangers, qui sont l'expression d'une attractivité économique et industrielle.

En effet, les économies fortes garantissent toujours la démocratie par le biais du respect de leurs promesses de prospérité. Toutefois, si la détérioration de notre économie se prolonge et si, par exemple, la croissance allemande continue de ralentir, la perte de richesse et le manque de perspectives d'avenir qui en résultera risquent d'entraîner des perturbations sociales menaçant nos systèmes démocratiques.

Alors quelle doit être l'ambition européenne ? La neutralité climatique est une évidence. Cet objectif figure dans le Green Deal proclamé par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Cependant, ce concept ne va pas assez loin ! La nouvelle ambition européenne doit aller au-delà des évidences et définir plus profondément le concept de durabilité.

Elle doit avoir pour but non seulement de garantir la qualité de vie des Européennes et des Européens, mais aussi de l'améliorer. Ni plus ni moins. Le moment est venu non seulement de sortir le continent de la crise, mais aussi de le préparer à l'avenir et de réparer les négligences du passé : il est temps de mettre en place une stratégie durable européenne ! L'objectif est de devenir le continent le plus durable au monde d'ici 2050.

Cette stratégie durable doit se baser sur trois piliers. Tout d'abord, **Creating** : l'Europe doit donner aux entreprises et à l'industrie les moyens de **créer** des solutions durables afin que nous soyons en mesure de sécuriser nos infrastructures critiques, de manière souveraine et autonome. Il s'agit notamment de la défense, des soins de santé, de la sécurité énergétique, de la sécurité hydrique, de la protection du climat et de la transformation digitale. Deuxièmement, **Caring** : l'Europe doit se responsabiliser et mieux prendre en **considération** les besoins de ses citoyennes et citoyens afin de leur montrer qu'ils habitent le continent le plus agréable à vivre au monde, aujourd'hui et potentiellement demain. Et enfin **Connecting** : seuls des partenariats solides au sein de l'Union européenne comme au-delà de ses frontières nous permettront d'établir les **connexions** nécessaires pour faire face aux mégatendances de notre époque.

L'implication de l'économie est une condition nécessaire à la réussite d'une telle stratégie durable globale. Ce n'est qu'avec son concours, et non contre elle, que le plan fonctionnera !

Passons en revue chacun de ces domaines d'action dans la stratégie durable européenne que l'UE doit formuler. Dans le domaine d'action **Creating**, le succès de tous les efforts dépend de la souveraineté ; c'est une condition fondamentale à la sécurité et à la pérennisation des infrastructures critiques de l'Europe ! L'UE doit prendre des mesures pour devenir un partenaire à part entière sur la scène mondiale et cesser de jouer les suiveurs ou les seconds rôles, coincée entre les États-Unis et la Chine.

Cela doit également se traduire par une stratégie de défense européenne, dont l'Europe a sans aucun doute besoin au vu de la guerre en Ukraine et de l'avenir incertain de l'OTAN (les prochaines élections américaines ne laissent rien présager de bon). Dans le domaine de la défense, les besoins de rattrapage sont flagrants ! S'il est vrai que la création d'une armée européenne relève de l'utopie, notre ambition doit être d'articuler intelligemment les budgets nationaux de défense et de créer une alliance défensive qui se complète au niveau européen.

C'est l'industrie qui pourrait réaliser cette approche. Une industrie intacte contribuera de manière décisive à améliorer tout au long de la chaîne de valeur les capacités de défense de l'Europe. Sans industrie, pas d'Europe souveraine et sûre !

C'est le même constat au niveau des soins de santé en Europe. Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise énergétique qui en a résulté, la pandémie de Covid-19 avait déjà mis à l'épreuve la résilience des infrastructures critiques et notamment des chaînes d'approvisionnement de biens médicaux et pharmaceutiques en Europe. Des déficits et des lacunes considérables sont apparus par la suite et persistent encore aujourd'hui. Il est urgent de renforcer l'industrie pharmaceutique, également hors de l'Europe. EN outre, l'UE se doit de créer des incitations pour stimuler la création de valeur en Europe dans ce domaine. Encore une fois, le secteur de la santé et l'industrie pharmaceutique sont des moteurs de souveraineté.

L'Europe a récemment pris conscience de l'importance de l'approvisionnement en énergie pour atteindre les objectifs liés au domaine d'action Creating. La crise énergétique nous a frappés de plein fouet et continue sous certains aspects de peser lourdement sur l'économie et l'industrie. En Allemagne en particulier, la désindustrialisation n'est pas rampante, elle est galopante.

Aujourd'hui encore, lorsqu'on parle d'énergie, on ne prend souvent en compte que l'approvisionnement, c'est-à-dire l'offre. Une solution pour sortir du gouffre financier ou éviter les situations de dépendance et donc les risques d'approvisionnement associés, c'est d'inciter encore plus fortement une prise de mesures visant à réduire la demande énergétique. Économiser l'énergie est le mot d'ordre du moment ! Pour cela, nous avons besoin de produits, de systèmes et de solutions efficaces que l'économie européenne peut contribuer à fournir. Une fois de plus, sa pertinence dans le cadre d'une stratégie durable européenne est démontrée.

Jusqu'à présent, l'approvisionnement en eau a beaucoup moins attiré l'attention que l'approvisionnement en énergie. Pourtant, la pénurie d'eau représente aujourd'hui et surtout dans le futur un risque (au moins) aussi important pour notre prospérité et la qualité de vie des Européennes et Européens.

Les images d'incendies de forêt à grande échelle qui nous parviennent à intervalles réguliers du sud de l'Europe en sont bien la preuve. Rien que l'année dernière, 91 000 hectares de terres ont brûlé en Espagne, et la Catalogne connaît une sécheresse aigüe depuis trois ans.

Le GIEC prévoit qu'en 2070 un total de 44 millions d'Européennes et Européens seront affectés. Le débit des rivières d'Europe centrale et méridionale pourrait alors diminuer de 80 pour cent.

L'Europe doit donc poser dès aujourd'hui des jalons d'avenir et se consacrer à l'ambitieux projet de formuler une stratégie hydraulique (une stratégie fonctionnelle subordonnée à la stratégie de durabilité) ainsi qu'un Blue Deal visant l'harmonisation de l'ensemble de ses infrastructures hydriques d'ici 2050. Une partie de la stratégie hydraulique européenne doit consister à pouvoir transporter le précieux liquide dans de longues conduites allant du nord et de l'est de l'Europe, riches en eau, vers le sud, plus sec. De cette façon naît un réseau hydraulique qui s'étend à travers Europe et donc, inévitablement, un marché européen de l'eau. Une réforme attendue depuis longtemps, si l'on considère que nous pensons l'électricité, le gaz et les télécommunications à l'échelle européenne depuis belle lurette.

Bien sûr, les idées ne doivent pas s'arrêter à des conduites d'eau transcontinentales. La conception du Blue Deal doit être plus imposante et plus holistique. La modernisation des anciennes infrastructures hydraulique inefficaces, le concept de ville-éponge, le traitement et l'utilisation intelligents des eaux usées, y compris l'intégration de la quatrième étape d'épuration pour l'élimination des composés traces, doivent faire partie d'une réponse moderne et pérenne. Il faut donc impliquer l'économie et l'industrie européennes dans tous les aspects concevables du Blue Deal.

Il va de soi qu'une stratégie durable européenne prend également en compte la protection du climat. L'objectif de devenir le premier continent climatiquement neutre de la planète d'ici 2050 est important, et le Green Deal est une initiative significative pour lutter contre la crise climatique. Après tout, le climat a besoin de pionniers et de pionnières. Il faut maintenant que quelqu'un accélère le mouvement, pourquoi pas l'Europe.

Cependant, le Green Deal est plutôt un facteur d'hygiène. Il ne suffit pas en tant qu'ambition européenne globale, aussi importants que soient les efforts déployés pour atteindre la neutralité climatique. Le Green Deal doit être un pilier (central) de notre stratégie de durabilité, mais de loin pas le seul.

La numérisation peut sans aucun doute accélérer la mise en œuvre du Green Deal et du Blue Deal.

Elle doit être considérée comme un facteur clé qui peut contribuer de manière significative à la sécurité énergétique, à la sécurité hydrique et à la protection du climat. Les produits, systèmes et solutions nécessaires à ces projets requièrent une économie et une industrie européennes résilientes. En effet, les produits, systèmes et solutions qui protègent le climat sont généralement aussi ceux qui possèdent le plus haut niveau d'intelligence numérique. La numérisation est un moteur essentiel des efforts européens en faveur du développement durable.

Passons maintenant au deuxième domaine d'action de la stratégie durable de l'UE : **Caring**. Qu'entendons-nous par là ?

L'Union européenne est un projet historique pour la paix et la liberté. La raison principale de cette histoire à succès est certainement le solide canon de valeurs sur lequel la communauté européenne s'est mise d'accord, en partie formellement et en partie par « loi tacite ». Ne sous-estimons pas l'importance de l'Europe en tant que communauté de valeurs ! Souvent considérée comme allant de soi, cette nature est à la base de toute forme de coopération politique, économique et sociale au niveau européen.

Or, c'est précisément ce canon de valeurs qui est mis à l'épreuve. On peut probablement dire que l'Union européenne est confrontée à sa propre désintégration comme aucune autre institution politique avant elle. On ne peut pas prétendre sérieusement aujourd'hui que le Brexit (la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne) n'a pas eu de conséquences négatives pour la prospérité des Britanniques. Pourtant, le parti allemand *Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne, AfD) a évoqué récemment le Dexit, c'est-à-dire la sortie de l'Allemagne de l'Union européenne.

Ces temps, de telles propositions ont le vent en poupe. Dans de nombreux États membres de l'UE, les partis populistes de droite ou d'extrême droite gagnent du terrain. En Europe du Nord, de l'Est, du Sud, de l'Ouest ou encore en Europe centrale, les partis nationalistes trouvent malheureusement un public. Les idées eurosceptiques, voire europhobes, qui mettent en danger l'Europe en tant que communauté de valeurs et donc l'Union européenne dans son ensemble, font partie de leur répertoire classique.

La réponse de l'Europe à cette évolution dramatique doit être « plus d'Europe » !

Plus de croissance : une stratégie de croissance dans le cadre d'une stratégie de durabilité ? Absolument ! La croissance et la durabilité ne sont pas mutuellement exclusives. Si l'UE veut à nouveau convaincre ses citoyennes et citoyens de sa valeur et de celle de l'idée européenne, c'est-à-dire faire contrepoin au phénomène rampant du populisme de droite, elle doit prendre en considération leur prospérité. La croissance économique est le meilleur moyen de contrer ces forces antidémocratiques. L'économie et l'industrie ont donc là aussi un rôle important à jouer. Leur succès est source de prospérité – et donc de stabilité.

Toutefois, la croissance signifie aussi une expansion de l'UE : davantage de négociations d'adhésion, voire des élargissements, seraient des signes forts. Après des années de pause, c'est donc une bonne chose que l'Union européenne reprenne sa politique d'élargissement suite à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les négociations d'adhésion ou les élargissements sont des instruments importants pour stabiliser l'Europe et son voisinage. En outre, surtout après le Brexit, l'UE doit envoyer un message ferme que l'intégration européenne se poursuit sur le plan géostratégique.

Plus de solidarité : la solidarité entre les pays européens est le noyau du projet européen. Entre les riches et les pauvres, les grands et les petits – et entre ceux riches en eau et ceux plus secs.

Une stratégie hydraulique européenne et le Blue Deal pourraient être l'histoire à succès dont l'Union européenne a besoin en ce moment. En cette période de pénurie d'eau croissante, l'Union européenne aurait un rôle à jouer en tant que distributrice solidaire de cette ressource d'importance existentielle.

Plus de responsabilité : une institution politique comme l'Union européenne n'est pertinente et viable que dans la mesure où elle assume ses responsabilités. Une UE qui se focaliserait politiquement sur des questions mineures et marginales et qui renverrait la responsabilité aux pays n'aurait aucune chance de survivre. Europe, prends tes responsabilités envers toi-même et tes citoyennes et citoyens ! Par exemple, la mise en œuvre de la stratégie hydraulique européenne et du Blue Deal : cette responsabilité doit être assumée au niveau européen. Une tâche d'une telle envergure serait vouée à l'échec si elle se terminait en querelles de clocher. Les communes ne devraient donc pas s'en voir confier la responsabilité exclusive. Et dans ce cas, les États nationaux doivent eux aussi renoncer à une partie de leurs compétences au profit de la communauté européenne.

Les calculs de l'Institut de l'économie allemande démontrent quelles seraient les conséquences d'un retour aux particularismes. L'institut a calculé qu'un Dexit réduirait la croissance économique de la République fédérale d'Allemagne de six pour cent. Dans dix à quinze ans, cela représenterait une perte pouvant atteindre 500 milliards d'euros. 2,2 millions d'emplois seraient en jeu. Le Dexit est une notion extrêmement dangereuse.

Passons finalement au dernier des trois piliers sur lesquels repose la stratégie européenne de développement durable et donc l'ambition européenne globale : **Connecting**.

Il est clair depuis longtemps que des partenariats solides sont nécessaires pour faire face aux mégatendances à l'échelle mondiale. Cependant, le tournant géoéconomique auquel nous assistons, conséquence directe d'un tournant géopolitique omniprésent, a des conséquences évidentes dans le monde entier. Des alliances historiques sont mises à rude épreuve et des coopérations internationales doivent retrouver un équilibre. Les mesures protectionnistes telles que les barrières commerciales, les sanctions et les embargos technologiques sont le résultat d'un décloisonnement et d'une diversification des chaînes d'approvisionnement initiés pour des raisons politiques, avec l'objectif extrêmement ambitieux de restructurer ces chaînes.

L'hypermondialisation des dernières décennies ne peut toutefois pas être inversée. Dans la sphère politique, on oublie d'ailleurs bien souvent qu'une indépendance « de bout en bout » des économies nationales aux systèmes complexes est impossible. Il n'est donc pas surprenant que le réajustement des chaînes d'approvisionnement, motivé par des considérations politiques, n'ait pas l'effet escompté.

Une Europe durable est donc une Europe qui établit des connexions, des ponts ! La réponse se trouve dans le multilatéralisme. L'UE doit renforcer ses fondations non seulement à l'interne, mais aussi en se cherchant des partenariats extérieurs avec des acteurs, des pays, des régions du monde entier.

La conception de ces partenariats est d'une importance capitale : des programmes comme l'initiative « Global Gateway », qui vise à renforcer les liens entre les pays de l'Union européenne et les pays émergents et en développement, sont voués à l'échec, car trop bureaucratiques et formulés sur un pied d'inégalité avec les pays partenaires.

Ce sont plutôt de nouveaux accords de libre-échange supplémentaires qui entrent en ligne de compte. Du commerce naît la prospérité ! Dans ce contexte, l'Europe ne devrait pas commettre l'erreur de diviser le monde, et donc les partenaires potentiels, entre les « bons » et les « mauvais ». Si nous voulons construire des ponts sur le long terme, nous ferions bien d'éviter une politique des réprimandes.

La convivialité économique et industrielle doit donc être le fil rouge commun aux trois domaines d'action de la stratégie durable de l'UE !

L'Europe ne peut pas prétendre au titre de continent le plus durable au monde sans promettre prospérité et donc perspectives d'avenir à ses citoyennes et citoyens. Ce faisant, nous sommes tenus d'assurer un avenir prospère non seulement à l'industrie européenne, mais aussi, parallèlement, aux économies nationales et à l'ensemble de leurs concitoyennes et concitoyens. Dans une Europe souveraine.



Oliver Hermes